

## Cette eau en bouteille qui ne se révèle pas si pure

Etude de France Libertés et de 60 Millions de consommateurs. Article Midi libre du 13.03.2013

**C'**est inquiétant. » Membre du Conseil national de l'eau, Jean-Luc Touly ne décolère pas envers l'Office national de l'eau, créé en 2007 par l'État. Sa mission est, « avec les trois grandes multinationales de l'eau (Véolia, Suez et la Saur), justement de contrôler exhaustivement la qualité de l'eau. Ce qui n'a jamais été fait. Or, on vante au niveau mondial notre "école" de l'eau sans faire toute la transparence sur ce sujet. »

Deux associations nationales, France Libertés-Danièle Mitterrand et 60 millions de consommateurs, ont tenté de la faire. Leur étude, publiée hier, met scientifiquement en évidence des traces de médicaments et pesticides dans une bouteille d'eau sur cinq. Ce que conteste la Chambre syndicale des eaux minérales naturelles (lire ci-dessous).

**« Le pic sera peut-être atteint dans quelques dizaines d'années. Et on fera quoi ? »**

**Jean-Luc Touly, membre du Conseil national de l'eau**

L'analyse a porté sur 47 bouteilles d'eau (représentant l'ensemble du marché hexagonal), trois bonbonnes et sur une dizaine d'échantillons d'eau du robinet prélevés dans trois départements. Dix bouteilles d'eau ont montré des résidus de médicaments et pesticides.

« C'est une grande surprise ! On ne s'attendait pas du tout à ces résultats. Mais plutôt à de possibles interactions entre des molécules et le plastique. Or, dans ce domaine, nous n'avons absolument rien trouvé », réagit Emmanuel Poilâne, DG de France Libertés.

Ainsi, du tamoxifène, hormone de synthèse utilisée dans le traitement du cancer du sein, est, selon l'étude, présente dans l'Héraultaise Salvetat, la Tarnaise Mont Roucous, Saint-Yorre, Saint-Armand (du Clos de L'abbaye) et Carrefour Discount (Céline Cristalline). Du buflomédil et du naftidrofuryl, des vasodilatateurs, ont été également détectés dans l'Hépar pour le premier et dans la Saint-Armand pour le second. Sans que l'on sache l'origine de ces traces.

En revanche, Quézac, en Lozère, et Perrier à Vergèze, dans le Gard, sont "clean".

Cette étude ne remet toutefois pas en cause la potabilité de l'eau « à court terme » ni l'honnêteté des embouteilleurs. Mais les deux grandes associations s'interrogent sur cette contamination liée aux pratiques humaines.

Celles-ci appellent à « une remise à plat



■ Du tamoxifène a été retrouvé dans La Salvetat, comme quatre autres eaux.

ÉMILIE WOOD

des normes de qualité et que l'on mette en place une protection des captages, un système d'assainissement spécifique aux médicaments et une campagne de sensibilisation », réclame Emmanuel Poilâne qui souhaite aussi un « un engagement politique fort ».

### Les associations réclament des analyses sur la France entière

« La teneur en polluants est infime mais elle est suffisante pour que l'on s'interroge sur la pureté originelle », insiste Jean-Luc Touly qui va plus loin : « On n'en est peut-être qu'au début. Il y a de fortes probabilités que le pic soit atteint dans quelques dizaines d'années. Et on fera quoi ? »

Autre inquiétude : si tous ces micropolluants se sont révélés de faible teneur, leur variété et leurs effets combinés interrogent. C'est ce que l'on appelle "l'effet cocktail" dont on ne sait rien. Encore moins à long terme.

« L'affaire est suffisamment sérieuse pour que l'on réclame des analyses à l'échelle de la France sur l'eau du robinet notamment », conclut Jean-Luc Touly (ci-contre).

**OLIVIER SCHLAMA (avec AFP)**

oschlama@midilibre.com

## À SAVOIR Pesticides aussi...

« De l'atrazine - pesticide interdit depuis 2001 - trouvé dans la Volvic ! Il faut du temps pour que la nature digère les dégâts... » note Emmanuel Poilâne.

Des résidus d'atrazine et d'hydroxyatrazine, un désherbant, ont été trouvés dans la Vittel (Grande Source), la Volvic donc (Clairvic), la Cora (Saint-Pierre) et la Cristalline (Louise). « Le plus inquiétant : ces produits sont présents sur plusieurs marques. »

## Robinet : rassurant

« Dans 70 % des communes, il n'y a aucun problème », précise Emmanuel Poilâne. L'étude a porté sur trois départements censés être les champions des dérogations aux normes de potabilité : Ille-et-Vilaine, Seine-et-Marne et Haute-Vienne. Finalement, ce ne sont pas les pires. « Sur 10 prélèvements, 8 contiennent de une à quatre molécules, pesticides et résidus de médicaments, y compris le tamoxifène (Rennes et Limoges). » Le Languedoc-Roussillon aurait a priori une eau du robinet plutôt bonne au regard du faible nombre de dérogations.